

L'industrie du prêt-à-porter : sur la voie du progrès

Compte rendu de la situation au Bangladesh à l'issue d'une visite de terrain

Rédigé le 11/07/2014

Nombreux sont ceux à avoir pensé que l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh, en avril 2013, servirait de catalyseur pour insuffler un changement nécessaire au sein de l'industrie textile. C'est dans cette optique qu'un groupe d'investisseurs a fait le choix de se rendre dans le pays pour apprécier sur le terrain l'évolution de la situation depuis cet événement dramatique. Malgré les informations contrastées que nous avons pu recueillir, elles s'accordent toutes sur le fait que le progrès est bel et bien en marche, doucement mais sûrement.

L'objet de ce voyage était de recueillir des informations pour aider les investisseurs à mieux comprendre les enjeux auxquels sont confrontées les entreprises qui externalisent une partie de leurs activités au Bangladesh. Trois visites d'usine, dont deux avec les représentants d'entreprise, y ont été organisées. Des rencontres ont également eu lieu avec des actionnaires du secteur textile, dont les membres de l'Accord sur les incendies et la sécurité des bâtiments et l'Alliance pour la sécurité des travailleurs au Bangladesh¹ – deux initiatives internationales destinées à améliorer les mesures de prévention contre les incendies et la sécurité des bâtiments dans les ateliers de confection textile – ainsi que ceux de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Ce voyage a permis au groupe d'investisseurs d'avoir un bon aperçu de la situation de l'industrie textile dans le pays : les améliorations apportées au niveau de la sécurité des bâtiments dans les usines depuis l'accident et les défis que doivent encore relever les entreprises pour s'engager sur la voie du développement durable. Il a également souligné que les problèmes rencontrés au Bangladesh peuvent également

s'observer dans d'autres pays qui interviennent dans la chaîne d'approvisionnement des entreprises.

Des améliorations ont *bel et bien* eu lieu...

Des inspections sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments sont en cours.

L'Alliance, l'Accord et le Plan d'action national² ont pris des mesures pour inspecter les dispositifs de sécurité incendie et de sécurité des bâtiments dans les usines du Bangladesh avec lesquelles ils travaillent. Ces mesures se concentrent actuellement sur la phase d'inspection qui permettra d'engager rapidement des actions correctives. Le coût moyen de ces améliorations dans une seule usine est estimé à 200 000 dollars. Des facilités de paiement sont proposées, mais elles ne semblent avoir intéressé qu'un petit nombre d'usines jusqu'ici. Des raisons culturelles peuvent être invoquées (le refus de voir les clients devenir leurs créanciers et avoir un droit de regard sur leur situation financière). Une autre explication peut être liée au fait que ces usines n'ont pas

¹ Pour un rappel des événements entourant l'accident du Rana Plaza et pour en savoir plus sur l'Accord et l'Alliance, se reporter à « [Des vêtements bon marché mais à quel prix ?](#) » rédigé le 28/05/2013.

² Le Plan national tripartite est une initiative menée conjointement avec le gouvernement du Bangladesh et l'OIT qui a pour but de s'attaquer aux problèmes liés à la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments dans les usines du pays.

besoin de financement parce qu'elles possèdent déjà les capitaux nécessaires (la plupart des directeurs d'usine appartiennent aux classes supérieures de la société). Quoiqu'il en soit, des inspections sont actuellement en cours pour apporter les améliorations nécessaires.

Certaines usines sont parvenues à créer davantage de valeur.

Les usines se sont elles aussi engagées sur la voie du progrès. En toute logique, les trois usines visitées sont parmi les meilleures du pays. Les investisseurs ont ainsi pu se rendre compte des meilleures pratiques qui pouvaient être adoptées à l'échelle du Bangladesh. Dans ces trois usines, les activités dépassent le cadre de la simple confection de jeans ou de tee-shirts. Deux d'entre elles sont intégrées verticalement et ont développé des activités de teinture et de filature, et la troisième est spécialisée dans la fabrication de costumes. Elles sont la preuve que les usines du Bangladesh sont capables de fabriquer des produits plus complexes et de plus grande valeur. Elles ont d'ailleurs cherché à inscrire l'industrie textile dans un cadre plus durable bien avant l'accident du Rana Plaza, en allant au-delà des mesures de prévention contre les incendies et de la sécurité des bâtiments. Les bâtiments qui abritent ces trois fabriques ont été spécialement conçus pour accueillir ce genre d'activité et ne sont donc pas confrontés aux problèmes structurels que connaissent les bâtiments multi-usages. De plus, les dirigeants sont à la fois ouverts à l'innovation et fiers des initiatives qu'ils ont menées pour offrir aux employés de leurs usines des conditions de travail favorables. Les salaires y sont en effet légèrement supérieurs au salaire minimum et des pensions de retraite peuvent quelque fois être proposées. On trouve également des garderies et des centres médicaux sur le lieu de travail ou encore des services de transport et de restauration parfois subventionnés.

Plus important encore, ces usines ont compris qu'investir dans le capital humain avait des répercussions positives sur leur activité. Le pourcentage de rotation du personnel dans ces usines équivaut à peu près à la moitié de celui que l'on observe dans l'industrie textile sur un mois (environ 8-10 %). Avec la baisse de l'absentéisme et l'engagement croissant des employés, la productivité augmente. Enfin, certaines fabriques sont passées d'une offre tarifaire basée sur le prix unitaire des produits fabriqués à une offre prenant en compte l'espace de

travail nécessaire à la fabrication de l'article.

Schéma 1. Bâtiments au Bangladesh



Des bâtiments de ce type sont nombreux à Dacca et dans les environs.

Les détaillants développent les relations avec leurs fournisseurs.

De leur côté, les détaillants ne sont pas non plus restés sans rien faire. Certaines entreprises, comme Marks & Spencer et H&M, ont des équipes basées au Bangladesh. Leur présence dans le pays prouve ainsi leur engagement auprès des usines du pays qui interviennent dans le processus d'approvisionnement. Elle montre encore que les entreprises souhaitent inscrire le travail des employés dans un contexte local et entretenir de bonnes relations avec les fournisseurs.

En outre, plusieurs d'entre elles ont fait savoir que si la situation l'exigeait, elles pourraient travailler avec d'autres entreprises pour lancer des audits auprès des fournisseurs. Ce rapprochement leur permettrait ainsi d'optimiser l'utilisation des ressources et de s'engager sur la voie d'un partenariat à l'échelle de tout le secteur pour coordonner les actions à mener au sein de la chaîne d'approvisionnement.

Étude de cas. H&M and sa chaîne d'approvisionnement

H&M est un détaillant mondial qui possède plus de 3 000 points de vente répartis dans 53 pays. L'entreprise s'approvisionne auprès des principaux pays du monde spécialisés dans la confection textile : la Chine, le Bangladesh, l'Inde, le Cambodge et la Turquie. Comme d'autres entreprises, H&M a mis en place des initiatives visant à s'assurer que les conditions de travail dans ses usines respectent les normes internationales. Pour Mirova, les pratiques suivies par H&M sont parmi les plus innovantes du secteur textile.

L'engagement vers de nouvelles pratiques d'achat

Ce qui distingue H&M de ses concurrents est la certitude qu'une gestion durable de la chaîne d'approvisionnement doit passer par une amélioration des pratiques d'achat : délais raisonnables, tarifs équitables, respect des délais de paiement et communication transparente avec les fournisseurs. H&M est aujourd'hui la seule entreprise de son secteur à avoir pris en compte ces différents éléments dans la gestion de sa chaîne d'approvisionnement, comme en atteste sa décision d'« orienter sa stratégie vers des pratiques durables » d'ici 2015.

Une relation privilégiée avec les fournisseurs

Après la Chine, le Bangladesh est le deuxième pays à jouer un rôle important dans la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise et c'est également un des plus risqués. Une équipe de 400 personnes se consacre exclusivement à la relation avec les fournisseurs présents dans ce pays. Bien que, parmi ces 400 personnes, seul un petit nombre est engagé dans une gestion durable (une trentaine environ), leur simple présence est la preuve de l'engagement de l'entreprise envers les usines de ce pays et également envers les fournisseurs qu'elle souhaite accompagner dans le développement de leurs activités pour les amener sur le chemin du succès. En effet, depuis sa création, l'entreprise spécialisée dans la fabrication de costumes – l'une des trois à avoir fait l'objet d'une visite – ne se consacre qu'à la production de vêtements pour H&M.

Il reste toutefois du chemin à parcourir...

Malgré les améliorations qui ont déjà été apportées, la route vers une industrie textile entièrement durable est encore longue.

Les problèmes relatifs à la sécurité incendie et à la sécurité des bâtiments persistent.

Si les trois ateliers visités sont situés dans des bâtiments spécialement conçus, ce n'est pas le cas de la majorité des usines de textile. Le niveau d'amélioration nécessaire varie en effet d'une usine à l'autre et, bien que des inspections soient en cours, nous n'avons que peu d'informations sur les améliorations qui seront apportées ou sur l'évolution des plans d'action correctifs mis en place. De plus, seules 3 500 usines sur les 5 000 présentes dans le pays travaillent pour des marques occidentales et participent au moins à une initiative

relative au renforcement de la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments. Quant aux autres, celles qui approvisionnent principalement les marchés locaux, leurs activités échappent à toute supervision ; elles peuvent, par conséquent, être porteuses de risques pour la sécurité des employés. D'autre part, la sous-traitance illégale dans des usines « à risque » est un problème important auquel sont confrontées de nombreuses marques qui interviennent dans ce pays. Par conséquent, les mesures qui seront prises pour maintenir un niveau de communication et une sécurité optimaux verront vraisemblablement la fermeture des usines qui ne répondent pas aux normes du travail. Les problèmes consécutifs à ces fermetures, comme la question du reclassement des employés, seront donc à prendre en considération.

Les échanges que nous avons eus récemment avec les représentants de l'Accord, de l'Alliance et du Plan national tripartite, ne nous ont pas fourni d'indication précise sur la suite qu'il faudra donner à ces initiatives à l'issue des cinq années. Même si l'attention doit être actuellement portée sur les inspections et les actions correctives à mener dans les usines, il est également nécessaire de réfléchir aux moyens qui permettront de poursuivre le travail accompli par ces initiatives au-delà des cinq ans.

Au-delà de la sécurité incendie et de la sécurité des bâtiments : d'autres obstacles se dressent sur la route menant à l'instauration d'une industrie textile durable dans le pays.

Les perspectives de croissance durable à long terme pour l'industrie textile sont incertaines. À côté de la sécurité incendie et de la sécurité des bâtiments, d'autres problèmes tels que les conditions de travail non conformes, le manque d'infrastructures pourtant nécessaires, et l'absence de vision à long terme de la part des entreprises et des usines entravent le développement de ce secteur.

À l'échelle du pays, les infrastructures existantes ne pourraient pas faire face à une hausse de l'activité : le nombre de routes pavées, d'autoroutes ou de ports est insuffisant et le réseau électrique ne permet pas de fournir une alimentation continue. De plus, le manque d'ouvriers qualifiés est un sujet d'inquiétude non seulement pour l'industrie textile, mais également pour le pays en général. À titre d'exemple, le pays ne comptait que 11 inspecteurs du bâtiment avant l'accident du Rana Plaza ; il en existe plus de 100 aujourd'hui et ce

chiffre devrait passer à 500 l'année prochaine. Derrière ce nombre important, on peut se demander si ces personnes ont les compétences et la formation nécessaires pour mener des inspections en bonne et due forme³. La question du salaire minimum vital est toujours d'actualité : quel salaire supérieur au salaire minimum une usine devrait-elle proposer ? Comment harmoniser ces salaires avec ceux des cadres moyens ? Comment harmoniser ces salaires avec ceux de l'ensemble des salariés du pays, notamment ceux des professeurs ? D'autre part, les troubles sociaux restent fréquents dans le pays : les périodes électorales donnent souvent lieu à des grèves massives qui paralysent le pays et entraînent des arrêts de travail et des perturbations au niveau de la chaîne d'approvisionnement. Ces problèmes ne concernent pas qu'un seul secteur d'activité ; ils doivent donc être résolus à l'échelle nationale.

Les problèmes sociaux dominent toujours l'industrie textile. La représentation des salariés reste limitée, les usines ne comptant pratiquement pas d'organisations syndicales. Le manque d'ouvriers qualifiés, comme nous l'avons mentionné précédemment, l'absentéisme élevé, surtout lors de périodes faisant suite aux fêtes religieuses comme l'Aïd, et la rotation de la main d'œuvre font également partie des problèmes auxquels fait face l'industrie textile.

Les usines continuent de recevoir des informations divergentes de la part de leurs clients. Les audits ne sont pas normalisés et donnent parfois lieu à des situations contradictoires : un dirigeant d'usine a notamment expliqué qu'ils avaient dû déplacer la garderie à plusieurs reprises à l'issue des audits. Ce genre d'événement souligne le temps et les efforts qui sont mobilisés par les usines pour simplement se conformer aux différentes normes établies. De plus, face à la pression sur les prix exercée par certaines entreprises, les usines ont du mal à procéder aux investissements nécessaires et à appliquer les initiatives destinées à améliorer les conditions de travail.

D'autres pays à risque interviennent également dans la chaîne d'approvisionnement des enseignes de marque.

Le Bangladesh ne représente qu'un maillon de la chaîne d'approvisionnement. Les problèmes rencontrés dans ce pays

³ D'après les statistiques de l'Unicef, le taux d'alphabétisation des adultes dans le pays entre 2008-2012 était de 57,5 %. Sur la même période, le taux de fréquentation des établissements secondaires (taux net) était de 42,9 % pour les garçons et de 47 % pour les filles.

sont généralement présents dans d'autres pays où les détaillants souhaitent externaliser leurs activités. En Éthiopie et au Myanmar notamment, les conditions et l'environnement de travail ne sont pas meilleurs qu'au Bangladesh et sont peut-être même pires. Actuellement, les détaillants font également appel à des pays comme le Vietnam et le Cambodge qui présentent des défaillances similaires au niveau des conditions de travail et des problèmes sociaux. Même si l'attention s'est portée sur le Bangladesh, où la situation nécessite de prendre des mesures d'urgence, comme en témoigne la tragédie du Rana Plaza, les problèmes rencontrés par d'autres pays dans lesquels la situation et les conditions de travail sont analogues devront être traités.

Schéma 2. Usines de textile au Bangladesh



Photo Credit: Mans Carlsson-Sweeney

La ville compte de nombreuses usines de textile semblables à celle-ci. Cette usine n'a pas fait l'objet d'une visite de la part du groupe d'investisseurs.

Les différents acteurs économiques ont leur rôle à jouer.

Vers des normes industrielles.

L'Accord, l'Alliance et le Plan d'action national tripartite partagent un objectif commun : assurer la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments dans les usines du Bangladesh. Néanmoins, la collaboration entre ces trois initiatives n'est pas un long fleuve tranquille. Les discussions avec les dirigeants d'usine ont mis en évidence la nécessité de trouver un accord sur des normes applicables dans les usines. Même si certaines entreprises pourraient porter leur niveau d'exigence

au-delà des standards minimum, des règles normalisées permettraient déjà d'accroître l'efficacité dans ces usines. En laissant de côté leurs divergences, ces trois initiatives pourraient élaborer des normes industrielles destinées à réglementer la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments au Bangladesh. Si elles s'avéraient efficaces, ces normes permettraient d'ouvrir la voie vers une normalisation des audits, non seulement au Bangladesh mais également dans d'autres pays qui interviennent dans la chaîne d'approvisionnement textile.

La nécessité d'une action gouvernementale.

Le rôle de l'État dans le développement d'une industrie textile durable ne doit pas être négligé. Comme nous l'avons évoqué précédemment, les infrastructures de base restent limitées. Afin de soutenir la croissance de l'industrie textile, le gouvernement devrait diriger les investissements là où le secteur en a le plus besoin : notamment un réseau électrique fiable et un port en eau profonde dont est actuellement dépourvu le pays. De plus, la question du salaire minimum vital devrait être traitée au niveau national. L'augmentation de la rémunération est en effet un sujet sensible : il peut créer des déséquilibres sociaux et entraîner des grèves dans le pays (les citoyens ne semblant pas avoir de difficulté à se rassembler pour descendre dans la rue). Face à la décision de l'État de relever le salaire minimum l'année passée, les employés et les cadres intermédiaires se sont alors mis en grève : les premiers protestant contre une augmentation insuffisante, les seconds estimant qu'ils avaient droit eux-aussi à une augmentation de salaire. D'autre part, les employés des usines textiles ont un salaire plus élevé que les professeurs des écoles. Par conséquent, cette question doit être abordée en collaboration avec les différents acteurs économiques, y compris l'État. Enfin, le problème du manque d'ouvriers qualifiés et des tensions sociales chroniques est mieux à même d'être résolu par le biais d'un système éducatif public. Par le passé, la croissance du Bangladesh a principalement reposé sur le secteur privé. C'est à présent au tour de l'État d'assurer une croissance durable.

Les détaillants doivent d'abord agir au sein même de leur entreprise.

Les détaillants ont également un rôle à jouer. Ils doivent d'abord prendre conscience que « l'assainissement » de leur chaîne d'approvisionnement commence au sein même de

l'entreprise. Les discussions sur le terrain ont montré que les pratiques d'achat des entreprises n'ont que peu évolué depuis l'effondrement du Rana Plaza : elles restent principalement basées sur le prix du produit. Il n'y a pas toujours pas de correspondance entre les audits et les mesures prises pour améliorer les normes sociales et répondre aux attentes des acheteurs. Améliorer les pratiques d'achat pour permettre une communication ouverte entre les détaillants et leurs usines serait déjà un pas en avant vers l'élaboration d'une chaîne d'approvisionnement durable. Cette communication doit également inclure les agents intermédiaires. Développer de bonnes relations entre l'entreprise et ses fournisseurs est aujourd'hui le moyen le plus efficace pour lutter contre la sous-

Schéma 3. Route menant à l'usine



Photo Credit: Francesca Suarez

Le Bangladesh est connu pour ses embouteillages. Même si l'usine est située à moins de 60 km de l'hôtel, le trajet peut prendre jusqu'à 2 heures en voiture.

traiteance illégale.

D'autre part, les détaillants se doivent de mieux comprendre les risques auxquels ils s'exposent en externalisant une partie leurs activités dans des pays comme le Bangladesh pour de mieux les anticiper. La présence d'employés sur le terrain participe de cette marche vers une chaîne d'approvisionnement durable, car elle permet de mieux appréhender le contexte local. Les détaillants devraient également tenir compte des risques sociaux possibles dans leur plan de financement. Par exemple, l'augmentation du salaire minimum l'année passée au Bangladesh, qui a obligé

certaines usines à absorber les coûts supplémentaires de peur de perdre des commandes, a surpris les détaillants qui n'étaient pas financièrement préparés à un tel événement. La gestion durable de la chaîne d'approvisionnement s'appuie sur des ressources importantes que les entreprises ne peuvent pas mobiliser pour tous les pays dans lesquels elles externalisent leurs activités. On peut donc s'attendre à ce qu'elles ciblent les pays qui jouent un rôle important dans leur chaîne d'approvisionnement et dans lesquels les risques sont les plus élevés.

Comme nous l'avons mentionné, le Bangladesh n'est pas le seul pays à faire face à de nombreux problèmes touchant aux droits de l'homme ; c'est également le cas du Cambodge ou du Pakistan. Les entreprises peuvent s'appuyer sur leur réseau mondial pour influencer positivement les pratiques utilisées dans ces pays.

Schéma 4. Sur la route entre Dacca et Chittagong



Photo Credit: Mans Carlsson-Sweeney

Chittagong (à environ 300 km de Dacca) est la principale ville portuaire du pays. Pour rejoindre le port, les produits fabriqués à Dacca sont acheminés via un réseau routier majoritairement non revêtu.

Sur la voie du progrès

La route menant à une chaîne d'approvisionnement durable est encore longue et les moyens d'y arriver sont encore incertains. Les problèmes rencontrés par le Bangladesh s'étendent à d'autres pays comme le Cambodge et le Vietnam. Par conséquent, de nombreuses améliorations doivent être apportées par les différents acteurs de l'industrie textile. Ce

voyage a souligné l'importance de la collaboration entre les différents acteurs dans l'élaboration d'une chaîne d'approvisionnement durable. Les entreprises ont les moyens d'adopter de meilleures pratiques pour assurer une gestion durable de leur chaîne d'approvisionnement non seulement au Bangladesh, mais également dans d'autres pays où elles externalisent leurs activités. Les entreprises ne peuvent pas tout prendre en charge et ont besoin du soutien des États et de la société.

Les investisseurs peuvent également apporter leur pierre à l'édifice. Ils peuvent soutenir et promouvoir les entreprises qui accomplissent des progrès significatifs. Ces dernières doivent faire preuve d'ouverture et de transparence face aux défis qui les attendent et aux initiatives mises en place pour éliminer les problèmes sociaux de leur chaîne d'approvisionnement. Les investisseurs peuvent et même doivent également s'engager auprès des détaillants pour les accompagner sur la voie d'une chaîne d'approvisionnement mondiale plus durable. Nous pensons qu'un engagement collaboratif avec d'autres investisseurs permettrait d'améliorer les pratiques suivies au sein même des entreprises et produirait également de meilleurs résultats. Nous avons donc choisi d'associer nos compétences avec celles des investisseurs institutionnels afin de discuter avec les entreprises concernées des moyens à mettre en place pour améliorer les pratiques au sein de leur chaîne d'approvisionnement.

Ce voyage nous a donné l'occasion de mieux comprendre les enjeux que doivent relever les détaillants sur le terrain ; nous espérons que notre engagement auprès de ces entreprises donnera lieu à de fructueuses discussions, notamment autour des axes que nous avons identifiés dans notre précédente étude consacrée à la chaîne d'approvisionnement⁴ :

- Amélioration de la transparence : plus de communication sur la structure de la chaîne d'approvisionnement des entreprises, de leurs initiatives et des progrès réalisés ;
- Cartographie des risques sociaux : mieux comprendre les risques associés à la chaîne d'approvisionnement, les localiser et évaluer les effets négatifs qu'ils pourraient entraîner ;

⁴ Nous vous invitons à consulter notre étude « [Maîtriser les enjeux sociaux de la chaîne d'approvisionnement](#) ».

- Relation renforcée avec les fournisseurs : établissement de relations de long terme qui doivent avant tout s'exprimer dans les pratiques d'achat de l'entreprise ;
- Initiatives multipartites : répondre aux défis qui attendent l'industrie textile dans son ensemble à travers une approche systémique (i.e. niveau insuffisant de représentation salariale, instauration d'un salaire minimum vital, etc).

AVERTISSEMENT

Ce document d'information à caractère non contractuel est destiné à des clients professionnels/non professionnels au sens de la Directive MIF.

Il ne peut pas être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, distribué ou publié, en totalité ou en partie, sans autorisation préalable et écrite de Mirova.

Ce document est produit à titre purement indicatif. Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Mirova se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis.

Le contenu de ce document est issu de sources considérées comme fiables par Mirova. Néanmoins, Mirova ne saurait garantir la parfaite fiabilité, exhaustivité et exactitude des informations provenant notamment de sources extérieures et figurant dans ce document.

Les simulations/hypothèses sont réalisées/indiquées à titre d'exemple, elles ne constituent pas un engagement contractuel de la part de Mirova et ne sauraient engager sa responsabilité

Les chiffres cités ont trait aux années écoulées. Les performances passées et les simulations de performances passées ou futures ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les références à un classement, un prix ou à une notation d'un fonds ne préjugent pas des résultats futurs de ce dernier.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale et conformément aux conventions signées par la France, Mirova exclut des fonds qu'elle gère directement, toute entreprise impliquée dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines anti-personnel et de bombes à sous munitions

Mentions complémentaires :

Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de l'auteur référencé, sont à la date indiquée et sont susceptibles de changer. Il n'y a aucune garantie que les développements futurs correspondront à ceux prévus dans le présent document.

Lorsque la réglementation locale l'exige, ce document est fourni uniquement sur demande écrite.

Aux pays francophones de l'UE, le présent document est fourni aux Clients Professionnels par NGAM S.A. ou sa succursale sous-mentionnée. NGAM S.A. est une société de gestion luxembourgeoise qui est autorisée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, constituée conformément à la loi luxembourgeoise et immatriculée sous le numéro B 115843. Siège social de NGAM S.A. : 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

France : NGAM Distribution (n.509 471 173 RCS Paris). Siège social : 21 quai d'Austerlitz, 75013 Paris.
En Suisse, le présent document est fourni aux Investisseurs Qualifiés (Qualified Investors) par NGAM, Switzerland Sarl.

Les entités susmentionnées sont des unités de développement commercial de Natixis Global Asset Management, la holding d'un ensemble divers d'entités de gestion et de distribution de placements spécialisés présentes dans le monde entier. Bien que Natixis Global Asset Management considère les informations fournies dans le présent document comme fiables, elle ne garantit pas l'exactitude, l'adéquation ou le caractère complet de ces informations.

Mirova. Responsible investing*

MIROVA

Mirova est une filiale de Natixis Asset Management
Société anonyme au capital de 7 461 327,50 €
Agrément AMF n° GP 02-014 - RCS Paris 394 648 216
21 quai d'Austerlitz - 75013 Paris

NATIXIS ASSET MANAGEMENT

Société de gestion de portefeuille
Société anonyme au capital de 50 434 604,76 €
Agrément AMF n°GP 90-009 - RCS Paris 329450738
21, quai d'Austerlitz - 75013 Paris

*  **Plus d'info :**
www.mirova.com

Suivez-nous :
 @Mirova_RI  Profil Mirova